

LIQUIDATION DE L'INC : L'ÉTAT ORGANISE LE SABOTAGE DE L'INFORMATION INDEPENDANTE DES CONSOMMATEURS



PARIS LE 28/01/26

Les associations de consommateurs expriment leur colère et leur indignation après la liquidation de l'Institut national de la consommation (INC) et la cession annoncée du magazine *60 Millions de consommateurs*.

Cette décision marque un renoncement politique grave : celui de garantir aux citoyennes et citoyens une information indépendante, rigoureuse et affranchie des intérêts économiques. Elle acte le démantèlement d'un outil public essentiel à l'exercice effectif des droits des consommateurs.

Depuis près de 60 ans, l'INC et *60 Millions de consommateurs* ont constitué un contre-pouvoir indispensable face aux grandes entreprises, aux pratiques commerciales abusives et aux scandales sanitaires. Sans publicité, sans actionnaires, sans dépendance aux marchés, ce modèle public a prouvé son utilité sociale et démocratique.

La liquidation de l'INC n'est pas une simple réforme administrative.

C'est un choix idéologique : celui de considérer que l'information des consommateurs peut être sacrifiée, privatisée ou soumise à des logiques de rentabilité.

Cette décision intervient dans un contexte où les ménages subissent de plein fouet l'inflation, la multiplication des arnaques, la complexité croissante des contrats et la toute-puissance des stratégies marketing. Affaiblir l'information indépendante dans ce contexte relève d'une irresponsabilité politique majeure.

La cession de *60 Millions de consommateurs* à un acteur privé fait peser un risque évident sur son indépendance éditoriale. Même sous de prétendues garanties, le passage au privé remet en cause l'ADN même de ce média : informer sans conflits d'intérêts, sans pression commerciale, et uniquement au service des consommateurs.

Nous, Associations de défense des consommateurs, exprimons notre pleine solidarité avec les salarié·es de l'INC, directement touché·es par une décision profondément injuste, portée de longue date par les services de Bercy et entérinée au plus haut niveau de l'État.

Cette liquidation restera comme un symbole : celui d'un État qui choisit de désarmer les consommateurs plutôt que de les protéger.